

Résumé

Quelle a été la valeur des biens et services produits dans les pays de l'OCDE ? Quel a été le montant de revenu obtenu par les résidents d'un pays et celui reçu par les ménages ? On peut trouver des réponses à ces questions et à d'autres dans cette édition de *Panorama des comptes nationaux*. La publication présente des informations très riches, tirées du cadre intégré de comptabilisation du Système des comptes nationaux (SCN). La comptabilité nationale apporte une contribution essentielle à la compréhension du fonctionnement de l'économie en donnant des informations sur les interactions des différents secteurs (ménages, entreprises, État, institutions à but non lucratif et reste du monde), qui permettent l'analyse et la prise de décision macroéconomiques.

Quelle a été la valeur des biens et services produits par les pays de l'OCDE ?

Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur de comptabilité nationale le plus utilisé. Il agrège en un seul chiffre la production de l'ensemble des entreprises, des institutions à but non lucratif, des entités administratives et des ménages d'un pays donné pendant une période donnée. C'est la valeur des biens et services finaux produits par un pays minoré de la valeur des importations. En 2012, les cinq plus grandes économies de l'OCDE étaient les États-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. La même année, le PIB par habitant dans l'ensemble de l'OCDE représentait 37 010 USD. Il dépassait 50 000 USD dans quatre pays : le Luxembourg, la Norvège, la Suisse et les États-Unis.

La variation de la valeur du PIB entre deux périodes découle à la fois de l'évolution des prix (inflation, déflation) et des changements en volume (quantités produites); ainsi, le PIB « réel » élimine les effets des variations de prix. En 2012, le taux annuel de croissance du PIB réel de l'ensemble de l'OCDE est ressorti à 1,5 %, accusant un ralentissement par rapport à un taux de 2 % en 2011. La croissance globale du PIB de l'OCDE occulte le fait que 12 des 34 pays membres ont eu en 2012 une croissance négative, ce qui montre que nombre d'entre eux peinent encore à sortir de la crise économique récente. Dans la zone euro, le PIB s'est contracté de 0,7 % en 2012. Le plus fort recul a eu lieu en Grèce, à 6,4 %, soit la cinquième année consécutive de baisse. En revanche, le taux de croissance le plus élevé des pays de l'OCDE a été observé au Chili, à 5,6 %.

Au cours de la décennie écoulée (2002-12), le taux de croissance annuel moyen de l'OCDE a été de 1,72 % : 21 des 34 pays membres se sont situés au-dessus de ce chiffre. Cinq ont eu une croissance moyenne supérieure à 4 % : la Turquie (5,36 %), la République slovaque (4,74 %), le Chili (4,41 %), la Pologne (4,23 %) et la Corée (4,13 %). En revanche, cinq autres pays de l'OCDE ont eu un taux annuel moyen de croissance inférieur à 1 % : l'Italie (0,23 %), le Portugal (0,36 %), le Danemark (0,63 %), le Japon (0,67 %) et la Grèce (0,87 %).

Quel montant de revenu les résidents ont-ils gagné ?

Le PIB par habitant est l'indicateur le plus communément utilisé pour comparer les niveaux de revenu, mais de nombreux experts préfèrent le revenu national net (RNN). Alors que le PIB se réfère au revenu généré par les activités de production sur le territoire économique d'un pays, le RNN se réfère au revenu obtenu par les résidents d'un pays, qu'il ait été généré sur le territoire national ou à l'étranger, après déduction des amortissements (montant représentant le coût du capital utilisé dans le processus de production).

En 2012, les quatre premiers pays du classement selon le RNN par habitant sont les mêmes que les quatre ayant le PIB par habitant le plus élevé, mais l'ordre change légèrement, la Norvège remplaçant le Luxembourg à la première place. La même année, le RNN par habitant de la Norvège a dépassé de 84 % la moyenne de l'OCDE. 13 sur 33 pays de l'OCDE ont connu une croissance négative du RNN réel. Dans trois d'entre eux, on a observé une divergence entre l'évolution du PIB et celle du revenu national réel. Alors que le PIB de la France a stagné en 2012, le revenu réel a baissé de 0,9 %; en Autriche, le PIB a augmenté de 0,9 %, mais le revenu réel a fléchi de 0,2 %; au Danemark, le PIB s'est contracté de 0,4 % alors que le revenu réel a légèrement progressé (0,1 %).

Au cours de la décennie 2002-12, la croissance annuelle moyenne du RNN réel a été négative dans quatre pays de l'OCDE : la Grèce (-1,43 %), l'Italie (-0,66 %); le Portugal (-0,46 %) et l'Islande (-0,28 %); cela illustre l'incidence néfaste de la crise économique sur ces pays. Dans trois pays de l'OCDE, la croissance du RNN a été supérieure à 4 % pendant la période en question : le Chili (6,75 %), la Pologne (4,25 %) et l'Australie (4,15 %).

Quel a été le montant de revenu obtenu par les ménages ?

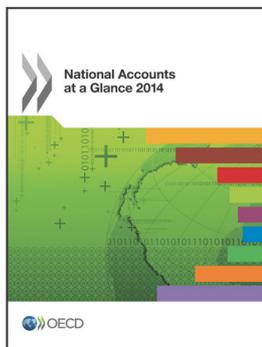
Le revenu disponible est plus proche du concept de revenu dans son acception courante que le revenu national ou le PIB. Pour l'ensemble de l'économie, il diffère du revenu national du fait de l'inclusion de composantes supplémentaires, principalement les rapatriements de fonds qui, par exemple, sont des sommes provenant d'un membre d'une famille qui travaille dans un pays étranger pendant un an ou plus. Une autre différence importante entre le revenu national et le revenu disponible découle de la répartition du revenu entre les secteurs.

Le revenu disponible ajusté des ménages donne peut-être une meilleure idée de l'évolution du bien-être de la population. Il représente le montant maximum qu'un ménage peut consommer sans devoir réduire ses avoirs ou augmenter ses engagements. Il est calculé en ajoutant au revenu brut (salaires, revenus des travailleurs indépendants et du capital ainsi que transferts monétaires courants émanant d'autres secteurs, tels que les indemnités de chômage) les transferts sociaux en nature que les ménages reçoivent des administrations (comme les services d'éducation et de santé), puis en soustrayant les impôts sur le revenu et le patrimoine, les cotisations sociales payées par les ménages et l'amortissement des biens en capital qu'ils consomment.

En 2012, de nombreux ménages (dans 11 pays sur 20), notamment dans la zone euro, ont subi une baisse en termes réels de leur revenu disponible ajusté net. Il a diminué de 1,4 % dans la zone euro (deux fois plus que le PIB). La plus forte baisse a eu lieu en Grèce (-10,2 %). En revanche, quatre pays ont connu une hausse de cet indicateur supérieure à 2 % : la Norvège (3 %), le Luxembourg (2,7 %), la Suède (2,4 %) et les États-Unis (2,1 %).

En comparant les taux annuels moyens de croissance pendant la période 2001-11, on constate que, dans 17 pays sur 29, la croissance moyenne du revenu disponible ajusté a dépassé celle du PIB; cela laisse penser que le revenu des ménages a relativement bien résisté au cours de la crise économique en raison de l'intervention de l'État.

Outre les éléments mentionnés ci-dessus, on trouvera dans cette publication des indicateurs fondamentaux de l'activité économique, comme la composition et la croissance des économies de l'OCDE, les revenus reçus, la manière dont ils ont été dépensés ainsi que des indicateurs sur la santé financière des États, des entreprises et des ménages.



Extrait de :
National Accounts at a Glance 2014

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/na_glance-2014-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Résumé », dans *National Accounts at a Glance 2014*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/na_glance-2014-2-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.